

La société civile burundaise a elle aussi ses "Stars"

Jeune Afrique, 25/09/2012 Burundi : retour sur scène Burundi : les vigies de la République - Par Tshitenge Lubabu M.KDu développement aux droits de l'homme en passant par le sport, les citoyens veulent faire bouger les choses, avec ou sans le soutien de l'État. L'appréciation d'un État de droit passe notamment par la qualité de sa société civile. Au Burundi, depuis l'avènement de la démocratie, cette dernière est de plus en plus active, visible et présente dans tous les domaines - sport, syndicalisme, gouvernance, droits de l'homme... Ses femmes et ses hommes entendent bien profiter de la liberté de parole, encore fragile, qui leur est accordée pour affirmer leurs revendications. Les autorités reprochent cependant à certains responsables d'organisations de se cantonner à des opérations de dénigrement systématique de l'action gouvernementale et, surtout, de recevoir des soutiens financiers de l'étranger pour déstabiliser les institutions, déviant de leur rôle pour prendre celui d'opposants politiques. Force est de constater que, depuis le retrait d'un certain nombre de partis du processus électoral de 2010, l'opposition parlementaire est aux abonnés absents. Certains représentants associatifs tentent-ils de s'engouffrer dans la brèche ou restent-ils simplement dans leur rôle ? Les lignes sont floues. Et le bras de fer est permanent.

Pierre Claver Mbonimpa, extrême vigilance Par Isy Perpétue Kimana Pierre Claver Mbonimpa est le président-fondateur de l'Aprodh. Portrait. Ancien fonctionnaire au ministère de l'Économie puis à la police de l'air et des frontières, Pierre Claver Mbonimpa est le président-fondateur de l'Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues (Aprodh). Gomme titre de formation, le sexagénaire est connu pour son combat en faveur du respect des droits des prisonniers et pour l'amélioration des conditions de vie en milieu carcéral. Un combat qui lui a valu plusieurs récompenses dont, en 2011, le prix Henry-Dunant, à Genève. Pierre Claver Mbonimpa sait de quoi il parle. Il a été incarcéré à Mpimba, la prison centrale de Bujumbura, de 1994 à 1996, au plus fort de la guerre civile. À sa libération, l'ex-inspecteur au commerce extérieur a renforcé l'Association pour la défense des droits des prisonniers, qu'il avait créée avec deux codétenus et qui, à l'élargissement des droits de l'homme pour l'ensemble des citoyens, est devenue l'Aprodh. Sensibilisation des médias, appel aux pouvoirs publics, accompagnement et assistance juridique des victimes... Pierre Claver Mbonimpa intervient dans tous les domaines où les droits humains - et notamment ceux des femmes - sont menacés. Selon lui, malgré la solidité des dossiers, les accusés ne sont pas systématiquement poursuivis et, lorsqu'ils sont reconnus coupables, pas assez sévèrement punis. Le nouveau code pénal, en vigueur depuis 2009, prévoit pourtant de lourdes peines en la matière. Eulalie Nibizi, Agorie syndicale Par Isy Perpétue Kimana Eulalie Nibizi est secrétaire générale du Steb. Portrait. Élue pour un troisième mandat à la tête du Syndicat des travailleurs de l'enseignement du Burundi (Steb, plus de 16 000 adhérents), Eulalie Nibizi, 52 ans, est une figure emblématique de la défense des droits des enseignants, qui représentent plus de 60 % de la fonction publique d'État. Originaire de la province de Bururi (Sud-Ouest), licenciée en langue et littérature françaises, elle a participé à la mise en place du premier syndicat du pays, en 1991, avant de prendre ses distances avec l'Union des travailleurs du Burundi (UTB), à laquelle tout fonctionnaire devait adhérer pour engager un « vrai combat syndical ». Un combat qui a valu à la secrétaire générale du Steb d'être incarcérée en octobre 1997 et en avril 2004, pour trouble à l'ordre public. « Cela m'a donné la force de me battre pour ne pas céder à ceux qui avaient placé leur confiance en moi », raconte-t-elle. En 2002, après la première grande grève (qui a duré un mois), ce combat a abouti, notamment, au déblocage d'arriérés de salaires, à la révision du statut des fonctionnaires et à l'avancement en grade des enseignants.

Faustin Ndikumana, la transparence à l'épreuve Par Isy Perpétue Kimana Faustin Ndikumana est le président de l'association Parole et action pour leveil des consciences et l'évolution des mentalités (Parcem). Portrait. A 39 ans, cet économiste de formation, natif de la province de Ngozi (Nord), dirige l'association Parole et action pour leveil des consciences et l'évolution des mentalités (Parcem). Son objectif : mettre en avant le mérite et la compétitivité pour amener les Burundais à changer d'état d'esprit. Faustin Ndikumana se distingue par son approche, différente de celle de la plupart des militants : son analyse critique des problèmes burundais est centrée sur la recherche de solutions. Chouchou des médias locaux, il est d'ailleurs souvent sollicité pour sa connaissance des questions économiques et suit de très près tout ce qui a trait à l'intégration régionale du pays. Seulement voilà, Faustin Ndikumana n'a pas la langue dans sa poche. En février, il a dénoncé publiquement le versement présumé de pots-de-vin auprès d'agents du ministère de la Justice dans les procédures de recrutement des magistrats, déclarant qu'« une somme de 1 million de francs burundais [environ 564 euros, NDLR], voire 2 millions, est exigée pour être embauché au sein de la magistrature ». Le ministre de la Justice, Pascal Barandagiye, a porté plainte pour diffamation contre Parcem et son président. La défense de Faustin Ndikumana, condamnée fin juillet à cinq ans de prison ferme par la cour anticorruption de Bujumbura pour « fausses accusations », a fait appel auprès de la Cour suprême.

Lydia Nsekera, meneuse de jeu Par Isy Perpétue Kimana Lydia Nsekera, présidente de la Fédération de football du Burundi. Portrait. « En Afrique, on ne considère pas naturellement qu'une femme est faite pour être dirigeante, qui plus est dans le football, remarque-t-elle. Et pourtant, au Burundi, un jour, 45 hommes ont élu une femme pour diriger la fédération nationale. » C'était en 2004. Depuis, Lydia Nsekera, 45 ans, continue de diriger d'une main énergique et efficace la Fédération de football du Burundi (FFB). Si elle a dû s'accrocher avant d'être respectée dans l'univers du foot burundais, sa renommée s'étend désormais bien au-delà. Membre de la commission d'organisation des tournois olympiques de la Fédération internationale de football association (Fifa) de 2006 à 2008, du comité d'organisation de la Coupe du monde des moins de 20 ans en 2008, lauréate du trophée Femme et Sport du Comité international olympique (CIO) en 2009 et membre, depuis 2011, de la Commission du football féminin et de la Coupe du monde féminine, Lydia Nsekera est devenue, fin mai (et pour un an), la première femme à siéger au comité exécutif de la Fifa, le Saint des Saints du ballon rond. Athlète talentueuse, spécialiste du saut en hauteur et basketteuse, elle n'a jamais pratiqué le football - à l'époque, les filles ne jouaient pas à - mais est tombée dedans toute petite. Son père, qui présidait un club de foot dans les années 1970, lui a transmis sa passion. Elle a notamment créé des équipes féminines à Bujumbura dans les années 1990, y a lancé le premier championnat national féminin, et a aussi fait en sorte que des femmes puissent être arbitres de matchs

masculins. Économiste de formation, Lydia Nsekera a aussi prouvé ses talents de dirigeante en tant que chef d'entreprise, puisqu'elle a pris la direction, en 2001, de la PME familiale, le Garage Tanganyika Cars, à la suite du décès de son mari. À Pacifique Nininahazwe, présidente citoyenne Par Isy Perpétue Kimana Pacifique Nininahazwe, président du Forum pour la conscience et le développement (Focode). Portrait. Sensible depuis son adolescence à tout ce qui peut faire avancer la réconciliation nationale, le président du Forum pour la conscience et le développement (Focode), qu'il a créé en 2001 avec des camarades de l'université du Burundi, est devenu le symbole de la résistance citoyenne aux abus de pouvoir. Une image qui lui colle à la peau depuis que, lors des obsèques d'un habitant de la province de Kayanza (Nord-Ouest) battu à mort par la garde du gouverneur, fin 2009, le juriste a déclaré que ce décès ne pouvait rester impuni et rappelé à l'État sa responsabilité dans la protection des citoyens face aux arrestations arbitraires et aux exécutions extrajudiciaires. Député général du Forum pour le renforcement de la société civile (Forsc, qui regroupe de 150 associations), Pacifique Nininahazwe, 36 ans, se fait le porte-parole de nombreuses revendications, notamment celles des organisations engagées depuis mars dans la lutte contre la vie chère. À Gabriel Rufyiri, monsieur Propre Par Isy Perpétue Kimana Gabriel Rufyiri, président de l'Observatoire de la lutte contre la corruption et les malversations économiques (Olucome). Portrait. Originaire de Matongo (Nord-Ouest), il s'est juré de se battre pour la bonne gouvernance dans son pays. Président de l'Observatoire de la lutte contre la corruption et les malversations économiques (Olucome), Gabriel Rufyiri, 37 ans, est devenu la bête noire des agents de l'État indisciplinés et des hommes d'affaires magouilleurs. Depuis 2002, l'Olucome a enregistré plus de 10 000 dénonciations de corruption et de détournements de fonds publics. Faute de moyens, seuls 1 000 cas ont été traités. Parallèlement, Rufyiri a repris des études... de comptabilité. Son combat lui a valu une bonne dizaine d'arrestations et de séjours en prison, ainsi que nombre de menaces, qu'il prend très au sérieux depuis l'assassinat de son adjoint, Ernest Manirumva, en avril 2009. Avec d'autres activistes, il a d'ailleurs lancé le mouvement Justice pour Manirumva.